R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N

PAIX - TRAVAIL - PATRIE

RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2016

CHAPITRE 37

MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	**4**
1.	**CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES**	**5**
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	6
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	6
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2016	6
2.	**ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES**	**7**
2.1.	**PROGRAMME 481:** MODERNISATION DU CADASTRE	8
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	9
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	9
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	10
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	12
2.2.	**PROGRAMME 482:** PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT	17
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	18
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	18
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	19
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	21
2.3.	**PROGRAMME 483:** CONSTITUTION DES RESERVES FONCIÈRES ET LOTISSEMENTS DES TERRAINS DOMANIAUX	25
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	26
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	26
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	27
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	30
2.4.	**PROGRAMME 484:** GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	34

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME 35

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME 35

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016 36

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016 38

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES 49

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE 50

3.2. LEÇONS APPRISES 50

3.3. PERSPECTIVES 50

NOTE EXPLICATIVE

Le 1er janvier 2013, le Cameroun a basculé dans un nouveau mode de gestion budgétaire : la budgétisation par programme. Cette dernière commande l'allocation de crédits budgétaires aux politiques publiques sur la base des programmes assortis d'objectifs et d'indicateurs de performance, lesquels sont structurés dans les Projets de Performance des administrations (PPA). Ces PPA sont rédigés annuellement par les ordonnateurs principaux du budget de l'Etat et annexés à la loi des finances. A la suite de leur mise en œuvre, les programmes font l'objet d'une évaluation, également annuelle, dans le cadre de l'élaboration des Rapports Annuels de Performance (RAP), annexés à la loi de règlement, conformément à l'article 22 alinéa 3 de la loi portant régime financier de l'Etat de 2007.

Les présents RAP 2016, qui marquent la quatrième année d'élaboration de cet important document de performance depuis l'avènement du budget programme, correspondent à l'évaluation des programmes votés par le Parlement dans la loi de finances 2016, au regard des engagements pris par les administrations par rapport à ces programmes dans le cadre des Projets de performance de cet exercice (PPA 2016).

En termes de méthodologie, les RAP rendent compte du niveau d'exécution financière des programmes, ainsi que des progrès réalisés par les administrations vers l'atteinte des objectifs fixés, avant de jeter les perspectives, sur la base d'un bilan stratégique, en vue de l'amélioration de la performance des programmes dans la poursuite de leur mise en œuvre.

Aussi le canevas de présentation des RAP de l'exercice 2016 se décline comme suit:

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2016;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2016 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2016

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 481

MODERNISATION DU CADASTRE

Responsable du programme

AWONO JEAN BOSCO
Directeur des Affaires Générales

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme de modernisation du cadastre est fondé sur trois axes stratégiques issus du Document de stratégie de croissance et de l'emploi(DSCE) à savoir: - l' aménagement des lotissements selon les demandes des secteurs primaire et secondaires; - la réalisation du plan cadastral national assorti des plans cadastraux des communes du Cameroun; - l'aménagemengement des lotissements à usage résidentiel conformement à ces axes axes stratégiques, il a pour objectif : Maîtriser l'espace territorial en vue d'améliorer la gestion domaniale et le climat des affaires et se compose de trois principales actions que sont: - mise en place des infrastructures techniques de base; - relèvement du plateau technique du Cadastre; - réalisation du Cadastre National A travers ces actions, il developpe 10 activités qui concourent à la réalisation de l'objectif du programme ces activités visent par étapes à la densification du réseau géodésique unique de reference, à l'amélioration et relèvement du plateau technique à travers l'acquisition des GPS bi-fréquence, des stations totales, des scanners à très hautes définition , à la réalisation du cadastre national.

OBJECTIF	Améliorer la gestion de l'espace territorial, domanial, cadastral et foncier	
Indicateur	Intitulé:	Proportion de communes disposant d'un réseau géodésique densifié
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence: Année de référence:	2.7699999809265137 2012
	Valeur Cible Année cible:	21.65999984741211 2018
Indicateur	Intitulé:	Proportion de communes disposant d'un plan cadastral Numérique
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence: Année de référence:	0.0 2015
	Valeur Cible Année cible:	21.8799991607666 2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES TECHNIQUES DE BASE Action 02: RELEVEMENT DU PLATEAU TECHNIQUE DU CADASTRE Action 03: REALISATION DU CADASTRE NATIONAL Action 04: COORDINATION DES SERVICES DU CADASTRE	
DOTATIONS INITIALES	AE 4 890 645 000	CP 4 890 645 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	AWONO JEAN BOSCO, Directeur des Affaires Générales	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 481 au cours de l'exercice 2016 s'est déroulée dans un contexte de résilience économique, de préparation de grands évènements sportifs aussi bien sur le plan international que national.

Sur le plan international, la baisse du coût du pétrole, le terrorisme transcontinental, l'afflux des

réfugiés venant du Nigeria et de la Centrafrique, ont nécessité des efforts et une prudence budgétaire plus accrue. Cette situation a entrainé des retards dans le décaissement des fonds qui directement, a eu un impact sur la mise en œuvre du programme.
Sur le plan national, le contexte a été dominé par la mobilisation des ressources pour la poursuite des grands chantiers relatifs aux CAN de 2016 et 2019, la réalisation des grands projets structurants. Administrativement, le contexte est resté dominé par l'implémentation des réformes budgétaires et financières qui ont influencé la mise en œuvre du programme. Sur le plan budgétaire notamment en ce qui concerne l'exécution informatisée du budget, le fonctionnement de l'application PROBMIS n'a pas été continu. De plus, certains disfonctionnements n'ont pas favorisé le traitement diligent des dossiers aussi bien en fonctionnement qu'en investissement.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

Le programme 481, modernisation du cadastre, a été mis en œuvre à travers trois actions au cours de l'exercice 2016 à savoir : la mise en place des infrastructures techniques de base, le relèvement du plateau technique des services du cadastre et la réalisation du cadastre national. La mise en œuvre des projets liés auxdites actions a globalement permis d'obtenir l'implantation de 480 bornes du réseau géodésique national de référence unique dans les Régions du Centre et Sud. Le plateau technique des services du cadastre et de certaines communes a connu un relèvement substantiel avec l'acquisition de près de 24 stations totales ainsi que les accessoires y afférents. En matière de connaissance et de maitrise territoriale, les études en vue de l'élaboration de la cartographie à grande échelle ainsi que la démarcation des limites des unités administratives ont connu une évolution considérable.

La mise en œuvre du projet PAMOCCA financé par la Banque Africaine de Développement et le Fond Spécial Nigérian a permis en ce qui concerne les fonds de contrepartie de poursuivre la construction des Délégations Régionales du Centre et du Littoral. Pour ce qui concerne les fonds extérieurs du projet, plusieurs matériels techniques spécifiques ont été acquis et mis à la disposition des structures de formation et de certaines communautés urbaines.Par ailleurs, plusieurs prestations intellectuelles ont été réalisées et ont permis :

- l'élaboration du plan directeur d'urbanisme de la ville de Maroua ;
- l'élaboration du plan directeur d'urbanisme de la ville de Garoua ;
- l'élaboration d'un schéma national d'aménagement du territoire ;
- un rapport d'étude préalable et de la mission de reconnaissance, objet de l'étude et densification des points du réseau géodésique du Cameroun dans les villes de Yaoundé, Douala, Garoua et Maroua ;
- un rapport d'étude préliminaire : analyse de l'existant et des exigences fonctionnelles ; résultat de l'étude et informatisation des services, procédures et produits du MINDCAF.

Sur le plan de la formation et du renforcement des capacités, le PAMOCCA a continué à soutenir l'implémentation d'une filière de formation en matière domaniale et foncier à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Densification du Réseau Géodésique dans la Région du CENTRE (Bafia:85Pts;Ngoumou:55Pts;Monatélé:85Pts ; Eséka:85Pts) -Densification du Réseau Géodésique dans la Région du SUD (Sagmelima:85Pts;Ambam:85Pts -Rapport de la Maîtrise d'œuvre de la densification du RGN dans les villes suscitées -Acquisition de vingt-quatre (24) stations totales (12 stations totales acquises par PAMOCCA suivant le marché n°0241/M/PR/MINMAP/CCPM-AG/2014 et réceptionné en 2016) -Acquisition de 08 (huit) récepteurs GPS bi fréquences, 04 (quatre) récepteurs GPS de navigation, 02 (deux) niveaux électroniques, 02 (deux) niveaux optico-mécanique, 02 (deux) tachéomètres électroniques, 02 (deux) théodolites électroniques (acquis par PAMOCCA suivant le marché n°0241/M/PR/MINMAP/CCPM-AG/2014 et réceptionné en 2016) -Maintenance de douze (12) récepteurs GPS bi fréquences avec accessoires -Maintenance de douze (12) stations totales avec accessoires -Acquisition des documents pour la confection des dossiers techniques du Cadastre	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	0%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 866 539 384	CP 3 866 539 384
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 024 105 616	Ecart CP 1 024 105 616
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 926 109 266	CP 926 109 266
TAUX DE CONSOMMATION	23,95 %	23,95 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Les projets inscrits dans le budget 2016 du programme ont été exécutés à 100%. Néanmoins, la performance affichée au niveau des crédits de paiement est due à la non-consommation totale des fonds de contrepartie du projet PAMOCCA d'une part et d'autres part la Maintenance de douze (12) récepteurs GPS bi fréquences avec accessoires et Acquisition des documents pour la confection des dossiers techniques du Cadastre n'ont pas été réalisés.	
PERSPECTIVES 2017	Poursuite de la densification du réseau géodésique ; -Poursuite de l'acquisition des documents pour la confection des dossiers techniques du cadastre ; -Poursuite de la maintenance des équipements techniques du Cadastre ; -Poursuite de l'étude en vue de la démarcation des limites des unités administratives.	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Action 01 MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES TECHNIQUES DE BASE

OBJECTIF	Maitriser l'espace territorial Domanial, Cadastral et foncier							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de points de réseau géodésique densifiés et déterminés en coordonnées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		1659.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		5456.0				100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		480					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	282 483 000	282 483 000	282 483 000	282 483 000	282 483 000	282 483 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	l'action s'est déroulé dans un contexte de résilience économique, de préparation de grands évènements sportifs aussi bien sur le plan international que national. Sur le plan international, la baisse du coût du pétrole, le terrorisme transcontinental, l'afflux des réfugiés venant du Nigeria et de la Centrafrique, ont nécessité des efforts et une prudence budgétaires plus accrue. Cette situation a entrainé des retards dans le décaissement des fonds qui directement, a eu un impact sur la mise en œuvre du programme. Sur le plan national, le contexte a été dominé par la mobilisation des ressources pour la poursuite des grands chantiers relatifs aux CAN de 2016 et 2019, la réalisation des grands projets structurants.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Densification du Réseau Géodésique du Cameroun : · Région du Centre : (Bafia : 85 points, Monatélé : 85 points, Ngoumou : 55 points, Eséka : 85points) ; · Région du Sud : (Sangmélima : 85 points et Ambam : 85 points) Rapport de la Maîtrise d'œuvre de la densification du RGN dans les villes sus-citées							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats obtenus se justifient par une bonne préparation des projets nonobstant la non-disponibilité à temps des ressources financières etles retards accusés par les entreprises dans l'exécution de leur marché.							
Perspectives 2017	· Poursuite de la densification des points du Réseau Géodésique National dans d'autres communes du Cameroun. Poursuite de la maitrise d'œuvre de la densification du RGN.							

Action 02 RELEVEMENT DU PLATEAU TECHNIQUE DU CADASTRE

OBJECTIF	Améliorer les performances des services du Cadastre.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'appareils fonctionnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		40.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		156.0				100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		12 stations totales acquises ; 15 stations totales réparées.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	199 862 000	199 862 000	193 076 384	193 076 384	193 076 384	193 076 384	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	l'action s'est déroulé dans un contexte de résilience économique, de préparation de grands évènements sportifs aussi bien sur le plan international que national. Sur le plan international, la baisse du coût du pétrole, le terrorisme transcontinental, l'afflux des réfugiés venant du Nigeria et de la Centrafrique, ont nécessité des efforts et une prudence budgétaires plus accrue. Cette situation a entrainé des retards dans le décaissement des fonds qui directement, a eu un impact sur la mise en œuvre du programme. Sur le plan national, le contexte a été dominé par la mobilisation des ressources pour la poursuite des grands chantiers relatifs aux CAN de 2016 et 2019, la réalisation des grands projets structurants.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· Acquisition de 12 stations totales de marque Leica TS06 avec accessoires et formation ; · Maintenance de 15 Stations totales de marque Stonex et accessoires ;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats obtenus se justifient par une bonne préparation des projets mais qui n'est pas suivie de réalisations attendues dans les délais à cause des retards accusés par les entreprises dans leur réalisation. L'acquisition des Documents pour la confection des dossiers techniques du Cadastre et la Maintenance de 12 récepteurs GPS bi fréquences de marque TRIMBLE, bien que budgétisés n'ont pas été livrés.							
Perspectives 2017	· Poursuite de l'acquisition des documents pour la confection des dossiers techniques du Cadastre ; · Poursuite de la maintenance des équipements techniques du Cadastre.							

Action 03 REALISATION DU CADASTRE NATIONAL

Le fond alloué à cette action a été utilisé pour le PAMOCCA. Ce qui justifie les résultats obtenus si haut qui sont ceux des activités du PAMOCCA.

OBJECTIF	DOTER LE TERRITOIRE NATIONAL DE PLANS CADASTRAUX NUMERIQUES		
Indicateur	Intitulé:	Nombre de plans cadastraux réalisés	TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE
	Unité de mesure	nb	
	Année de référence:	2015	
	Valeur de référence:	30.0	
	Année cible:	2019	
	Valeur Cible	2000.0	0%
	Réalisation exercice (Résultat technique):	0%	
OBJECTIF	Doter le territoire national d'une cartographie à grande échelle (1:1000è)		
Indicateur	Intitulé:	Nombre de planches produites	TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE
	Unité de mesure	nb	
	Année de référence:	2015	
	Valeur de référence:	1000.0	
	Année cible:	2019	
	Valeur Cible	2000.0	100%
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Rapports d études	

CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 300 000 000	3 300 000 000	3 300 000 000	3 300 000 000	400 000 000	400 000 000	12,12 %	12,12 %

CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le Projet d'Appui à la Modernisation du Cadastre et du Climat des Affaires s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la croissance et l'emploi(DSCE) 2010-2020 qui décline la vision nationale projetant l'accès du Cameroun au statut de pays émergent en 2035, et considère la gestion efficiente du patrimoine foncier comme un facteur de promotion du secteur privé et de la compétitivité.

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Assistance technique du PAMOCCA : · Travaux de construction des Délégations Régionales des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières du Centre et du Littoral, phase II; · Maitrise d'œuvre des travaux de construction de la Délégation Régionale du MINDCAF du Centre ; · Exécution des travaux de réhabilitation des Délégations Régionales des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières du Nord et de l'Extrême-Nord (dernière phase); · Acquisition des équipements matériels de bureaux ; · Acquisition des équipements techniques de géodésie et de topographie ; • Démarrage des campagnes de sensibilisation et d'information sur le droit foncier et domanial par Dynamique Citoyenne (DC), Université de Yaoundé 2 Soa et Association Camerounaise des Femmes Juristes (ACAFEJ) ; • Réhabiliter les DRDCAF de l'Est ; • Etude en vue de la réalisation du cadastre national ; • Etude en vue de l'élaboration du SNAT ; • Révision des curricula de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics ; • Le financement de la 3ème vague des activités du Cameroun Business Forum à travers l'organisation des journées du foncier à Douala, Yaoundé, Garoua et Maroua et des fora des affaires dans lesdites villes ; • Le Renforcement des capacités à travers l'organisation des formations en cartographie et SIG, organisation et déroulement d'une mission de partage d'expérience en Tunisie.
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le fond alloué à cette action a été utilisé pour le PAMOCCA. Ce qui justifie les résultats obtenus si haut qui sont ceux des activités du PAMOCCA.
Perspectives 2017	les perspectives du PAMOCCA pour 2017 sont : ? Poursuite de la modernisation des plateaux techniques ; ? la fiabilité des titres fonciers (géo référencement) ; ? l'informatisation du traitement des données cadastrales et la mise en place d'un portail Internet accessible à l'ensemble des acteurs du secteur ; ? la révision du cadre institutionnel et juridique ; ? la mise en place d'un cadre de pilotage tripartite stratégique et d'outils de gestion appropriés; ? le renforcement des capacités des acteurs du secteur. Ø Etude en vue de la démarcation des limites des unités administratives (relevant de cette action)

Action 04 COORDINATION DES SERVICES DU CADASTRE

OBJECTIF	Assurer le fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail et du cadre institutionnel				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		80.0				100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Paiement des salaires : paiement des primes diverses					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 108 300 000	1 108 300 000	90 980 000	90 980 000	50 550 132	50 550 132	55,56 %	55,56 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- effectifs limités - cadre de travail inadéquat ressources financière limitées							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- paiement des salaires ; - achat du matériel et fournitures de bureau - missions ; - carburant ; - indemnité de billetage ; - primes de rendement ; primes pour travaux spéciaux.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La dotation budgétaire de cette action a essentiellement été consacrée aux acquisitions de fournitures de bureau, du matériel informatique, au paiement des indemnités de mission, indemnité de billetage des primes pour travaux spéciaux, de rendement et des salaires.							
Perspectives 2017	- accroissement des effectifs - renforcements des capacités des personnels - amélioration du cadre de travail amélioration des conditions de travail							

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 482

PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT

Responsable du programme

MANA SALLA NICAISE CHANTAL
Directeur du Patrimoine de l'Etat

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer la gouvernance du patrimoine de l'Etat	
Indicateur	Intitulé:	Proportion des bâtiments administratifs estampillées
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence: Année de référence:	46.06999969482422 2016
	Valeur Cible Année cible:	100.0 2018
Indicateur	Intitulé:	Nombre de bâtiments administratifs réhabilités
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence: Année de référence:	48.0 2016
	Valeur Cible Année cible:	100.0 2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: INVENTAIRE ET ESTAMPILLAGE DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE L'ETAT Action 02: REHABILITATION DES PROPRIETES ADMINISTRATIVES Action 03: CONSTRUCTION DES PROPRIETES ADMINISTRATIVES Action 07: COORDINATION DES SERVICES DU PATRIMOINE DE L'ETAT	
DOTATIONS INITIALES	AE 6 960 961 000	CP 6 960 961 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MANA SALLA NICAISE CHANTAL, Directeur du Patrimoine de l'Etat	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 482 au cours de l'exercice 2016 s'est déroulée dans un contexte général de tension de trésorerie que notre pays connait depuis quelques années déjà. Ladite tension étant soutenue par trois faits majeurs à savoir : la lutte acharnée que notre pays mène contre la secte islamique boko- haram, la baisse du coût de pétrole, la poursuite des grands chantiers et l'organisation des CAN 2016 et 2019.

Cette tension de trésorerie s'est manifestée au niveau du programme par de grands retards observés dans le paiement des décomptes partiels aux entreprises. Situation qui pénalise ces dernières qui n'ont pas les capacités financières nécessaires au préfinancement total des travaux dont elles sont attributaires, d'où les retards observés dans l'exécution de certaines activités du programme.

Il faut aussi relever les lourdeurs des procédures de passation des marchés, tant au niveau du MINDCAF qu'au Ministère des marchés publics.

En ce qui concerne la gestion informatisée du budget de l'Etat, le fonctionnement de l'application PROBMIS dédiée à cette activité n'a pas été continu, favorisant ainsi la lenteur dans le traitement de certains dossiers.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

Au cours de l'exercice budgétaire 2016, le programme de protection et de développement du patrimoine de l'Etat a été mis en œuvre à travers une seule action d'investissement à savoir la réhabilitation des édifices publics et des logements administratifs dont la dotation initiale de 320 075 000 FCFA sur laquelle 90 075 000 FCFA ont été réservéspour le paiement des arriérés relatifsaux travaux de réhabilitation de certaines propriétés administratives effectués en 2015. Le restea permis de réhabiliter plusieurs édifices publics à savoir : Les bâtiments abritant les délégations départementales du MINDCAF du Mbam et Inoubou, de la Mezam et de la vallée du Ntem. Une rallonge de 700 000 000 FCFA a été par la suite obtenue pour les travaux de réhabilitation des lycées classiques et modernes de Bafia et de Bafoussam ainsi que les travaux de ravalement et de réhabilitation du parking à l'immeuble ministériel n°2.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	- Bâtiments abritant les délégations départementales du MINDCAF du Mbam et Inoubou réhabilités (clôture construite, murs repeints, toilettes, électricité et plomberie remises en état de fonctionnement, étanchéité refaite etc), pour un montant de 35 207 966 FCFA; 2- Bâtiments abritant les délégations départementales du MINDCAF de la Mezam réhabilités (murs repeints, toilettes, électricité et plomberie remises en état de fonctionnement, étanchéité refaite, etc), Pour un montant de 15 763 620 FCFA; 3- Bâtiments abritant les délégations départementales du MINDCAF de la Vallée du Ntem réhabilités (murs repeints, toilettes, électricité et plomberie remises en état de fonctionnement, étanchéité refaite etc), pour un montant de 43 475 000 FCFA; 4- Bâtiments du lycée classique et moderne de Bafia réhabilités (murs repeints, toilettes, électricité et plomberie remises en état de fonctionnement, sols refaits, étanchéité refaite, nouvelles salles de classe construites, etc), clôture construite, voie d'accès aménagée pour un montant de 367 400 574 FCFA; 5- Bâtiments abritant le lycée classique et moderne de Bafoussam réhabilités (murs repeints, toilettes, électricité et plomberie remises en état de fonctionnement, étanchéité refaite etc) pour un montant de 106 274 760 FCFA; 6-Ravalement des façades de l'immeuble ministériel n°2 pour un montant de 89 999 990 FCFA; 7- Immeuble parking réhabilité (peinture et électricité refaits), pour un montant de 43 388 873 FCFA ; 8- Maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation des logements administratifs assurée (missions de suivi et de contrôle des travaux réalisées), pour un montant de 30 000 000 FCFA. **NB** : Le projet d'assurance de l'immeuble ministériel n°1 est en cours de réalisation. La compagnie d'assurance a été retenue, le projet de contrat d'assurance a été élaboré. Sa signature est imminente.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 6 582 376 598	CP 6 582 376 598
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 378 584 402	Ecart CP 378 584 402
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 3 502 867 950	CP 3 365 923 250
TAUX DE CONSOMMATION	53,21 %	51,14 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Une seule action de ce programme a été budgétisée en 2016 à savoir l'action 2 intitulée réhabilitation des édifices publics et des logements administratifs. Il faut relever que la dotation initiale d'investissement pour ce programme était de 320 075 000	

	FCFA pour quatre activités à savoir : 1- 100 000 000 FCFA pour les travaux de réhabilitation des délégations départementales du MINDCAF (les délégations de la vallée du Ntem, du Mbam et Inoubou et de la Mezam ont été retenues à cet effet); 2- 100 000 000 FCFA pour l'assurance de l'immeuble ministériel n°1; 3- 90 075 000 FCFA pour le paiement des aérés relatifs aux travaux de réhabilitation de certaines propriétés administratives effectués en 2015; 4- 30 000 000 FCFA pour la maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation des logements administratifs. Par la suite, une rallonge de 700 000 000 FCFA a été obtenue. Elle a permis d'effectuer les autres travaux de réhabilitation des bâtiments administratifs, notamment les travaux de réhabilitation des lycées classiques et modernes de Bafia et Bafoussam, et les travaux de ravalement des façades de l'Immeuble Ministériel N°2 et les travaux de peinture et d'électricité du parking à niveau de l'immeuble ministériel n°2. A l'exception de l'assurance de l'immeuble ministériel n°1 dont le contrat est en cours de signature, toutes les autres activités ont été réalisées et les marchés ont été réceptionnés. En ce qui concerne le fonctionnement et plus spécifiquement le payement des charges locatives, la dotation budgétaire allouée à cet effet ne permet pas de couvrir entièrement toutes les factures y relatives, d'où l'accumulation des arriérésde loyer. Un audit en vue de la maîtrise de la charge locative est en cours.
PERSPECTIVES 2017	Dans la poursuite de l'objectif stratégique visant la protection et le développement du patrimoine de l'Etat, le MINDCAF entend mener entre autres les actions suivantes : 1. achever l'opération d'estampillage des bâtiments administratifs ; 2. procéder à la surveillance du parc immobilier de l'Etat grâce au système GPS ; 3. procéder à l'inventaire et l'estampillage du patrimoine mobilier de l'Etat en vue de la maîtrise et la rationalisation de le gestion de cet important patrimoine; 4. procéder à l'inventaire et l'état des lieux des bâtiments administratifs à l'étranger; 5. poursuivre les audits des bâtiments administratifs tant sur le territoire national qu'à l'étranger. 6. poursuivre progressivement la remise en état des bâtiments administratifs ; 7. mener une étude en vue de la rationalisation de l'utilisation des édifices publics (le regroupement des services dans les régions et départements ainsi que la construction de nouveaux espaces de travail où cela s'avère nécessaire). 8. mener des études en vue de la maîtrise de la charge locative de l'Etat; 9. mener les études en vue de la restructuration des logements administratifs en ruine en vue d'accroitre le parc immobilier bâti de l'Etat et par conséquent réduire la charge locative; mener une étude sur la valorisation du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger.

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Action 02 REHABILITATION DES PROPRIETES ADMINISTRATIVES

OBJECTIF	Préserver le patrimoine de l'Etat en vue d'améliorer le cadre de vie et de travail des agents de l'Etat et usagers des services publics							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de propriétés administratives réhabilitées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		48.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0				86,71%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		5 bâtiments administratifs réhabilités					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	220 075 000	220 075 000	624 967 798	624 967 798	624 196 160	524 196 160	99,87 %	83,88 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Suite à l'inventaire du patrimoine immobilier bâti et non bâti de l'Etat ainsi que du parc automobile mené en 2012, il s'est avéré que dans l'ensemble, le patrimoine immobilier bâti de l'Etat est en état de dégradation. Aussi le MINDCAF, en tant que gestionnaire de ce patrimoine a engagé une importante action de remise en état progressive de ce patrimoine. Il faut cependant préciser que la mise en œuvre de cette action nécessite de très gros moyens financiers mais les dotations budgétaires allouées à cette action sont insignifiantes et ne permettent par conséquent pas une évolution significative de l'indicateur de cette action.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Bâtiments abritant les délégations départementales du MINDCAF du Mbam et Inoubou réhabilités (clôture construite, murs repeints, toilettes, électricité et plomberie remises en état de fonctionnement, étanchéité refaite etc) ; - Bâtiments abritant les délégations départementales du MINDCAF de la Mezam réhabilités (murs repeints, toilettes, électricité et plomberie remises en état de fonctionnement, étanchéité refaite, etc) ; - Bâtiments abritant les délégations départementales du MINDCAF de la Vallée du Ntem réhabilités (murs repeints, toilettes, électricité et plomberie remises en état de fonctionnement, étanchéité refaite etc); - Bâtiments du lycée classique et moderne de Bafia réhabilités (murs repeints, toilettes, électricité et plomberie remises en état de fonctionnement, sols refaits, étanchéité refaite, nouvelles salles de classe construites, etc), clôture construite, voie d'accès aménagée; - Bâtiments abritant le lycée classique de Bafoussam réhabilités (murs repeints, toilettes, électricité et plomberie remises en état de fonctionnement, étanchéité refaite etc.) ; -Ravalement des façades de l'immeuble ministériel n°2; -Missions de suivi et contrôle des travaux réalisées. Ce taux de réalisation financière de 83,28% est dû aux économies budgétaires							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)								
Perspectives 2017	Compte tenu de l'ampleur des dégradations du patrimoine de l'Etat, cette action se poursuivra et nécessitera des dotations budgétaires beaucoup plus importantes en vue de la préservation dudit patrimoine. Par ailleurs une vaste opération d'audit des propriétés administratives a été entamée en 2015 et se poursuivra dans les prochains exercices dans l'optique de maîtriser la consistance et le coût des travaux de remise en état desdites propriétés, tant sur l'étendue du territoire qu'à l'étranger.							

Action 03 CONSTRUCTION DES PROPRIETES ADMINISTRATIVES

OBJECTIF	Développer le patrimoine immobilier de l'Etat et réduire les charges locatives							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de propriétés administratives construites				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		3.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		9.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	100 000 000	100 000 000	0	0				

Action 07 COORDINATION DES SERVICES DU PATRIMOINE DE L'ETAT

Les principales activités menées dans cette action sont : le paiement des salaires, le mandatement des loyers, l'entretien des bâtiments publics, l'achat des fournitures de bureau, le paiement des indemnités de mission et les autres dépenses de personnels.

Pour ce qui concerne le paiement des salaires, le MINDCAF ne dispose pas de la situation exacte de la ligne budgétaire qui supporte cette dépense car elle est gérée par le Ministère des Finances c'est ce qui justifie la révision des crédits initiaux alloués à cette action.

Par ailleurs, le mandatement des loyers a été effectué aussi bien dans les services centraux que déconcentrés conformément aux factures transmises par les bailleurs de l'Etat du Cameroun bien que certains d'entre eux ne transmettent pas parfois leurs factures à temps.

En ce qui concerne les fournitures de bureau, les dotations réservées ont permis aux services mettant en œuvre ce programme d'acquérir le matériel de fonctionnement nécessaire.

OBJECTIF	Assurer le fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		70.0				100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Loyers payés dans les services centraux et déconcentrés, fournitures de bureau et petits matériels acquis					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	6 640 886 000	6 640 886 000	5 957 408 800	5 957 408 800	2 878 671 790	2 841 727 090	48,32 %	47,7 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte de mise en œuvre est celui de la recherche de plus d'efficacité du service public et l'apurement de la charge locative.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- salaires régulièrement payés ; - loyers des immeubles abritant les services publics et les logements dans le Mfoundi payés à hauteur de 2 500 000 000 FCFA ; - loyers des immeubles abritant les services publics et les logements dans les autres départements du Pays payés à hauteur de 3 000 000 000 FCFA.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les principales activités menées dans cette action sont : le paiement des salaires, le mandatement des loyers, l'entretien des bâtiments publics, l'achat des fournitures de bureau, le paiement des indemnités de mission et les autres dépenses de personnels. Pour ce qui concerne le paiement des salaires, le MINDCAF ne dispose pas de la situation exacte de la ligne budgétaire qui supporte cette dépense car elle est gérée par le Ministère des Finances c'est ce qui justifie la révision des crédits initiaux alloués à cette action. Par ailleurs, le mandatement des loyers a été effectué aussi bien dans les services centraux que déconcentrés conformément aux factures transmises par les bailleurs de l'Etat du Cameroun bien que certains d'entre eux ne transmettent pas parfois leurs factures à temps. En ce qui concerne les fournitures de bureau, les dotations réservées ont permis aux services mettant en œuvre ce programme d'acquérir le matériel de fonctionnement nécessaire.							

Perspectives 2017	Reformuler l'indicateur et élaborer sa fiche de renseignement. Il est nécessaire, en vue de réduire la charge locative, qu'une stratégie de construction des édifices publics soit sérieusement étudiée. Dans cette perspective, les projets du plan d'urgence, notamment l'aménagement du noyau central de Yaoundé avec la construction des bâtiments à usage de bureau permettra de réduire considérablement ladite charge.

2016
RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 483

CONSTITUTION DES RESERVES FONCIÈRES ET LOTISSEMENTS DES TERRAINS DOMANIAUX

Responsable du programme

ATANGANA TABI ALAIN BERNARD
Directeur des Domaines

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme consiste en l'acquisition des terrains et la sécurisation des espaces à travers la domanialisation pour le compte de l'Etat à travers l'incorporation dans son domaine privé des terrains destinés à l'agro industrie, aux infrastructures et à l'habitat social. En outre, il s'agira de réaliser les lotissements domaniaux en vue de contribuer à la réalisation du programme 10 000 logements, 50 000 parcelles en vue de permettre aux populations d'avoir accès à un logement décent Objectif Lever la contrainte foncière, accroître l'offre en terrain pour faciliter la mise en oeuvre des projets de développement.

OBJECTIF	Disposer des réserves foncières à travers l'accroissement de l'offre en terrain en vue de contribuer au développement de l'agro industrie, des infrastructures et de l'habitat social et disposer de l'information documentaire fiable en temps réel au moyen de l'informatisation des conservations foncières	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de conservations foncières informatisées
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence: Année de référence:	0.0 2015
	Valeur Cible Année cible:	15.0 2019
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'hectares acquis et sécurisés.
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence: Année de référence:	800000.0 2015
	Valeur Cible Année cible:	3865970.0 2019
Indicateur	Intitulé:	Nombre de parcelles produites
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence: Année de référence:	2200.0 2015
	Valeur Cible Année cible:	7200.0 2019
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: CONSTITUTION DES RESERVES FONCIERES Action 02: LOTISSEMENTS DES TERRAINS DOMANIAUX Action 03: COORDINATION DES SERVICES DES DOMAINES Action 04: COORDINATION DES SERVICES DES AFFAIRES FONCIÈRES Action 05: MODERNISATION DE LA GESTION DES AFFAIRES FONCIÈRES Action 06: VALORISATION DU DOMAINE PUBLIC	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 193 360 000	CP 3 193 360 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ATANGANA TABI ALAIN BERNARD, Directeur des Domaines	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme a été influencée par l'exécution du Plan d'urgence Triennal 2015-2017, la réalisation des grands projets d'infrastructures, la préparation de l'organisation des CAN 2016 et 2019 qui impose au MINDCAF de prioriser toutes activités liées à ces projets dans le sens de l'incorporation et la mise à disposition des sites devant accueillir ces différents

projets.
Les poches d'insécurité dans la partie septentrionale du pays et l'afflux des refugiés venant du Nigeria et de la Centrafrique, ont nécessité des efforts budgétaires plus accrus. Cette situation a entrainé des retards dans le décaissement des fonds et un impact dans la mise en œuvre du programme.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

Au cours de l'exercice 2016, sur les(06) six actions que comptent ce programme, cinq (05) ont été budgétisées, dont (03) trois actions d'investissement, et (02) deux actions de coordination.
L'action lotissement des terrains domaniaux constituée de deux activités à savoir : le lotissement des terrains domaniaux dans la région du Littoral et le suivi des lotissements domaniaux.
La mise en œuvre de l'activité lotissement des terrains domaniaux dans la région du Littoral ne possédait qu'une seule tâche à savoir l'aménagement du site de 04 ha pour le projet indien de construction d'une unité industrielle d'assemblage et montage de véhicules lourds et légers au Cameroun. Le démarrage de ce projet a été tardif compte tenu des nombreuses démarches entreprises par le MINMIDT et le MINDCAF pour aboutir à une convention signée entre le MINDCAF et le MAGENIE. En fin d'année 2016, le déblocage des fonds de cette activité n'avait pas encore été effectif, seuls les travaux de terrassement avaient déjà démarré. Les travaux réalisés à ce jour fait un total de 51,78%.
L'opération de lotissement du nouveau centre administratif s'est poursuivie contribuant à la production de 45 lots. La maitrise d'ouvrage des lotissements domaniaux n'a pas eu lieu durant l'année 2016 et devrait débuter en 2017. Pour ce qui est de la constitution des réserves foncières, la réalisation financière a été effective en 2016.

Dans le cadre de la modernisation des affaires foncières, les fonds alloués à cette action ont été mobilisés pour poursuivre l'inventaire et la transcription des titres fonciers pour la mise en place des conservations foncières à caractère spécial dans le Wouri et le Mfoundi. Toujours dans cette action, seuls les documents d'obtention de titre foncier ont fait l'objet d'acquisition avec la dotation qui lui était réservé, tandis que la dotation à l'acquisition des titres de propriété à été transféré pour l'acquisition des registres spéciaux. On a pu acquérir 20 185 documents d'établissement des titres fonciers et 10 000 copies de titres de propriétés

La dotation budgétaire relative à la coordination des services des domaines et des Affaires foncières a permis de mettre à la disposition des structures chargées de réaliser le programme les commodités nécessaires. Entre autres, le matériel de bureau, informatique, primes, carburant et les salaires.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Les fonds alloués à ce programme ont permis d'obtenir les résultats ci-dessous : - Convention signée entre le MINDCAF et la MAGZI; - remblais hydrauliques de la plateforme (2 ha) - remblais de la voie d'accès (420 m linéaire achevé) - 10267 titres fonciers établis ; - 20 000 titres fonciers transcrits ; **Document de titre foncier** - 20 185 copies de titres fonciers de 12 feuillets ; - 90 livres fonciers de 200 feuillets ; - 7 125 chemises de travail ; - 125 chemises (dossier de demande de titre foncier) ; - 150 registres de dépôts des actes à inscrire 200 feuillets; - 20 registres des oppositions à la procédure d'obtention du titre foncier de 200 feuillets avec deux feuilles de garde. **Documents des titres de propriétés (registres spéciaux)** La dotation réservée pour l'acquisition des titres de propriété a été affectée à la commande des registres spéciaux pour deux raisons : La première raison est l'exécution du décret 2015/3580/PM du 18 août 2015 fixant les modalités d'enregistrement et du régime de sureté et garanti applicable aux concessions et aux baux domaniaux. La seconde raison est la dotation 2014 et 2015 n'ont pas fait l'objet d'utilisation pour cause de non effectivité de la copropriété. C'est pourquoi les régistres spéciaux ont été commandé et réparti de la manière suivante : - 63 registres spéciaux des concessions ; - 63 registres spéciaux des baux du domaine national ; - 63 registres spéciaux des baux du domaine public ; - 63 registres spéciaux des baux du domaine privé de l'Etat. Soit un total de 252 registres spéciaux	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	0%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 998 441 241	CP 1 998 441 241
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 194 918 759	Ecart CP 1 194 918 759
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 864 238 573	CP 1 864 238 573
TAUX DE CONSOMMATION	93,28 %	93,28 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Les travaux d'aménagement du site 04 hectares pour le projet indien de construction d'une unité industrielle d'assemblage et de montage de véhicules lourds et légers à Douala, n'ont pas été effectifs en 2016, suite aux nombreuses réunions de concertation entre le MINDCAF et le MINMIDT qui ont abouti dans la seconde moitié de l'année à une convention entre le MINDCAF et le MAGENIE. Les procédures de décaissement des fonds ont démarré en 2016 et les travaux d'aménagement devront commencer en 2017. Pour ce qui est de l'inventaire et transcription de TF pour la mise en place des conservations foncières dans le Wouri et le Mfoundi, les travaux ont débuté tardivement et se poursuivent en 2017. En ce qui concerne l'acquisition des documents de titres fonciers et de titres de propriétés, les fonds ont été mis à disposition de l'Imprimerie Nationale. Les documents ont été partiellement acquis.	

PERSPECTIVES 2017	En perspective il sera question de finaliser les travaux d'aménagement du site de 04 ha pour le projet de montage de véhicules lourds et légers à Douala, de sécuriser 210 ha au profit de la MAGZI à Nomayos, de veiller à la mise en œuvre de l'activité d'inventaire et transcription des titres fonciers pour la mise en place des conservations foncières à caractère spécial dans le Wouri et le Mfoundi, de poursuivre l'aménagement du nouveau centre Administratif d'Etoudi et de mener l'étude en vue d'un lotissement au lieu dit Hippodrome à Yaoundé.

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Action 02 LOTISSEMENTS DES TERRAINS DOMANIAUX

En 2016 des crédits alloués à cette action étaient destinés à l'aménagement d'un site de 04 pour la construction d'une usine de montage des véhicules lourds et légers à Douala cette tâche n'a donc pas pour vocation à produire des parcelles constructibles.
Il y a eu des ententes entre les deux le MINDCAF et le MINDMIT. C'est pourquoi les travaux ont démarré tardivement

OBJECTIF	Accroitre l'offre en terrains viabilisés							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de parcelles produites				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		2200.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		7200.0				57,71%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		remblais hydrauliques de la plateforme (2 ha) - remblais de la voie d'accès (420 m linéaire achevé)					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 610 000 000	1 610 000 000	1 355 114 862	1 355 114 862	11 355 113 752	11 355 113 752	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de ce programme a été influencée par l'exécution du Plan d'urgence Triennal 2015-2017, la réalisation des grands projets d'infrastructures, la préparation de l'organisation des CAN 2016 et 2019 qui impose au MINDCAF de prioriser toutes activités liées à ces projets dans le sens de l'incorporation et la mise à disposition des sites devant accueillir ces différents projets. Les poches d'insécurité dans la partie septentrionale du pays et l'afflux des refugiés venant du Nigeria et de la Centrafrique, ont nécessité des efforts budgétaires plus accrus. Cette situation a entrainé des retards dans le décaissement des fonds et un impact dans la mise en œuvre du programme.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	identification du site ; - convention signée entre le MINDCAF et la MAGZI; - terrassement du site ; - remblais hydrauliques de la plateforme (2 ha) - remblais de la voie d'accès (420 m linéaire achevé)							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	En 2016 des crédits alloués à cette action étaient destinés à l'aménagement d'un site de 04 pour la construction d'une usine de montage des véhicules lourds et légers à Douala cette tâche n'a donc pas pour vocation à produire des parcelles constructibles. Il y a eu des ententes entre les deux le MINDCAF et le MINDMIT. C'est pourquoi les travaux ont démarré tardivement							
Perspectives 2017	Mettre en place une équipe de suivi-évaluation constituée des personnels du MINDCAF Poursuivre l'aménagement du nouveau centre administratif d'Etoudi ; Mener l'étude en vue de constituer un lotissement domanial au lieu dit Hyppodrome à Yaoundé.							

Action 03 COORDINATION DES SERVICES DES DOMAINES

Les tâches relatives à cette action ont été réalisées à 100%. Ces tâches sont liées directement au fonctionnement des structures chargées de la mise en œuvre du programme. Elles contribuent à l'acquisition du matériel de bureau et du matériel informatique, le carburant, les indemnités de mission ou encore les primes pour travaux spéciaux. le paiement des salaires a été régulièrement effectué.

OBJECTIF	Assurer la coordination du programme et l'exécution des actions transversales							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		70.0				100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		-salaries paid: -compensations for missions paid; -supplies and office equipments purchased.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	658 300 000	658 300 000	235 380 000	235 380 000	148 579 170	148 579 170	63,12 %	63,12 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Redressement des dossiers de 2012 relatifs aux constitutions des réserves foncières et le plan d'urgence triennal.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Les activités majeures de cette action réalisée en 2016 sont : les missions effectuées dans le cadre du redressement des dossiers relatifs aux réserves foncières, les missions réalisées dans le cadre des activités de la Direction des Domaines, la production des actes tels que les projets de décrets d'indemnisation, les actes liés à la gestion du domaine privé.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les tâches relatives à cette action ont été réalisées à 100%. Ces tâches sont liées directement au fonctionnement des structures chargées de la mise en œuvre du programme. Elles contribuent à l'acquisition du matériel de bureau et du matériel informatique, le carburant, les indemnités de mission ou encore les primes pour travaux spéciaux. le paiement des salaires a été régulièrement effectué.							
Perspectives 2017	Poursuivre l'amélioration des conditions de mise en œuvre du programme à travers : - l'acquisition du matériel de bureau et informatique ; la réalisation des missions dans le cadre de l'opération de constitution des réserves foncières.							

Action 04 COORDINATION DES SERVICES DES AFFAIRES FONCIÈRES

Les tâches relatives à cette action ont été réalisées à 100%. Ces tâches sont liées directement au fonctionnement des structures chargées de mettre en œuvre le programme à savoir le matériel de bureau et informatique, le carburant, les indemnités de mission ou encore les primes pour travaux spéciaux. IL y a en outre le paiement des salaires qui a été régulièrement effectué.

OBJECTIF	Améliorer le fontionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		70.0				100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		-salaries paid: -compensations for missions paid; -supplies and office equipments purchased.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	618 200 000	618 200 000	101 100 000	101 100 000	53 699 272	53 699 272	53,12 %	53,12 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La restructuration de l'Imprimerie Nationale à l'effet d'améliorer la livraison les documents d'établissement des titres fonciers, La production dans les délais, les éléments liés à la procédure de passation de marché en gré à gré.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Les activités majeures de cette action réalisée en 2016 sont : les missions réalisées dans le cadre des activités de la Direction des Affaires Foncières, la production des actes liés à la gestion des affaires foncières, la production des actes de propriétés.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les tâches relatives à cette action ont été réalisées à 100%. Ces tâches sont liées directement au fonctionnement des structures chargées de mettre en œuvre le programme à savoir le matériel de bureau et informatique, le carburant, les indemnités de mission ou encore les primes pour travaux spéciaux. IL y a en outre le paiement des salaires qui a été régulièrement effectué.							
Perspectives 2017	Poursuivre l'amélioration des conditions de mise en œuvre du programme à travers : - l'acquisition du matériel de bureau et informatique ; - la réalisation des missions de suivi-évaluation dans le cadre des opérations de transcription des titres fonciers dans les conservations foncières à caractère spécial du Mfoundi et du Wouri.							

Action 05 MODERNISATION DE LA GESTION DES AFFAIRES FONCIÈRES

Les fonds alloués à l'action modernisation des affaires foncières ont permis d'une part d'acquérir 20 185 copies de titres fonciers de 12 feuillets et 90 livres fonciers 200 feuillets pour un montant de 100 000 000 FCFA.

Sur un total de 103 356 titres fonciers, 6470 titres fonciers ont été transcrits.

On a fait un virement des arriérés des montants destinés pour l'imprimerie nationale pour l'acquisition

OBJECTIF	Disposer de l'information documentaire foncière fiable en temps réel et accroitre l'offre des dépendances Immatriculées.		
Indicateur	Intitulé:	Nombre de conservations foncières informatisées	TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE
	Unité de mesure	nb	
	Année de référence:	2015	
	Valeur de référence:	0.0	
	Année cible:	2019	
	Valeur Cible	15.0	0%
	Réalisation exercice (Résultat technique):	0 land registry digitised	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de dépendances immatriculées	TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE
	Unité de mesure	nb	
	Année de référence:	2015	
	Valeur de référence:	274524.0	
	Année cible:	2019	
	Valeur Cible	374524.0	55%
	Réalisation exercice (Résultat technique):	10, 267 000 parcels registered. 13 530 LC transcribed out of 103 356 in 2015 and in 2016, the transcription continued to reach the figure of 20 000 LC.	

CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	306 860 000	306 860 000	306 846 379	306 846 379	306 846 379	306 846 379	100 %	100 %

CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Au cours de l'exercice 2016, cette action a été influencée par la mise en œuvre de la copropriété des immeubles bâtis et de la mise en place des conservations foncières à caractère spécial dans le Mfoundi et le Wouri.
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Conception et acquisition des registres spéciaux ; Inventaire et transcription de 6 470 titres fonciers dans les conservations foncières à caractère spécial dans le Mfoundi et le Wouri.
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les fonds alloués à l'action modernisation des affaires foncières ont permis d'une part d'acquérir 20 185 copies de titres fonciers de 12 feuillets et 90 livres fonciers 200 feuillets pour un montant de 100 000 000 FCFA. Sur un total de 103 356 titres fonciers, 6470 titres fonciers ont été transcrits. On a fait un virement des arriérés des montants destinés pour l'imprimerie nationale pour l'acquisition des documents des titres des propriétés qui avaient déjà été par le MINFI à la transcription des TF.
Perspectives 2017	Le MINDCAF envisage de : - poursuivre la transcription des titres fonciers dans les conservations foncières à caractère spécial ; - acquérir les registres spéciaux auprès de l'Imprimerie National; - poursuivre l'acquisition des documents d'établissement des titres fonciers. ; - procéder au suivi-évaluation des activités de la modernisation des affaires foncières et accélérer le processus de décongestionnement des ex-conservations foncières du Mfoundi et du Wouri

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 484

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES

Responsable du programme

NASAKO FRITZ GERALD

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINDCAF
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence: Année de référence:	25.0 2015
	Valeur Cible Année cible:	100.0 2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES
	Action 02:	ETUDES STRATEGIQUES, FONCTIONNEMENT ET PRODUCTION DU COMITE INTERNE PPBS
	Action 03:	GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE
	Action 04:	AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL
	Action 05:	DEVELOPPEMENT DES TIC
	Action 06:	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
	Action 07:	COORDINATION DES ACTIVITÉS DES SERVICES DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
	Action 08:	COORDINATION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET FINANCIÈRES
	Action 09:	COORDINATION DES ACTIVITÉS DU CABINET MINDCAF
	Action 10:	CONTROLE, AUDIT INTERNE
	Action 11:	AFFAIRES JURIDIQUES
	Action 12:	COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUES
	Action 13:	GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES
	Action 14:	SECURISATION DES RECETTES DOMANIALES
	Action 15:	GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE
DOTATIONS INITIALES	AE 5 525 034 000	CP 5 525 034 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NASAKO FRITZ GERALD,	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 484 a été marquée par les éléments de contexte ci-après :

· La poursuite de la réforme budgétaire au Cameroun ;

· la réforme des Marchés Publics, avec la nécessité de renforcer les capacités des personnels du MINDCAF sur les nouvelles règles de passation des Marchés ;

instabilité du réseau pour l'utilisation de l'application PROBMIS.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

Une dotation budgétaire de 5 525 034 000 de FCFA a permis la mise en œuvre de 10 actions inscrites pour l'exercice 2016. 11 postes de recettes ont été réhabilitées ; 16 postes de recettes informatisés.

La promotion de la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, la coordination des activités du Cabinet MINDCAF, des services du Secrétariat Général, des affaires générales et financières ont été effectuées grâce aux dépenses courantes. Dans ce cadre, plusieurs missions ont été effectuées par les services de l'Inspection Générale dans la plus part des services déconcentrés du MINDCAF. Par ailleurs cette dotation a permis l'acquisition du matériel de bureau et informatique aussi bien pour les services centraux que déconcentrés. Elle a enfin permis le paiement des salaires.

Cependant, aucune acquisition en matériels roulants (moto) n'a été enregistrée faute d'autorisation du Premier Ministre.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	- 11 postes de recettes réhabilitées - 15 postes de recettes informatisés	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	100%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 8 122 642 777	CP 8 122 642 777
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -2 597 608 777	Ecart CP -2 597 608 777
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 7 630 830 109	CP 7 630 830 109
TAUX DE CONSOMMATION	93,94 %	93,94 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	L'atteinte des résultats du programme a été possible grâce notamment : - au renforcement de la coordination stratégique au sein du MINDCAF - à une utilisation plus judicieuse des moyens affectés aux différents programmes ; - à une appropriation progressive des normes et principes du budget programme au sein du Département. Les ressources du programme ont été utilisées pour la mise en œuvre des actions retenues pour le programme 484. En ce qui concerne les ressources humaines, et au regard du caractère transversal des activités du programme, elles ont appuyé de manière efficace, la mise en œuvre des actions des 3 programmes opérationnels.	

PERSPECTIVES 2017	Le programme 484 est le programme support du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières. Afin de faciliter la mise en œuvre des programmes opérationnels nous envisageons pour l'exercice 2017 de poursuivre toutes les actions du programme. Ainsi de façon concrète nous envisageons: - poursuivre l'appui technique aux acteurs des programmes opérationnels pour la préparation des documents de programmation des dépenses et de performance ; - poursuivre la mise en place d'un suivi de la performance comprenant l'appui à la préparation de l'actualisation des programmes et RAP ; - poursuivre les efforts dans la réduction des coûts et délais de traitement des dossiers ; - poursuivre la mutualisation des efforts dans le traitement des dossiers ; - actualiser le programme de renforcement des capacités permanentes du personnel; - poursuivre l'informatisation des postes des recettes domaniales, cadastrales et foncières jusqu'en 2015 les indicateurs de certaines actions de ce programme ne renseignent pas à suffisance ces actions. Certains ont été redéfinis pour 2016. A partir de 2017, nous retenons les objectifs et les indicateurs définis et harmonisés par le Comité interministériel d'examen des programmes.

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES

L'indicateur ne renseigne pas à suffisance l'action. Il correspond plutôt à celui d'une autre action. Notre PPA n'a pas prévu des activités qui renseignent cet indicateur.
La ressource financière allouée a servi à réaliser l'élaboration de la feuille de route et le suivi-évaluation des activités du MINDCAF dans les dix régions et les services centraux qui sont les activités de cette action.

OBJECTIF	Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire de travail							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de textes et procédures élaborés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		6.0				100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Feuille de route ; Rapport de suivi des activités					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre ans un contexte dominé par les réformes budgétaire et des marchés publics. Sur le plan économique, le contexte a été dominé par une discipline budgétaire plus accentuée notamment à cause de la mise en œuvre des grands projets, de la préparation de la CAN 2019 et de la mise en œuvre des plans d'urgence.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Elaboration de la feuille de route ; Suivi et évaluation des activités ; Extrant : 04 rapports trimestriels et 01 rapport annuel							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'indicateur ne renseigne pas à suffisance l'action. Il correspond plutôt à celui d'une autre action. Notre PPA n'a pas prévu des activités qui renseignent cet indicateur. La ressource financière allouée a servi à réaliser l'élaboration de la feuille de route et le suivi-évaluation des activités du MINDCAF dans les dix régions et les services centraux qui sont les activités de cette action.							
Perspectives 2017	En 2017, il sera question d'élaborer la feuille de route 2017, de suivre sa mise en œuvre effective et d'assurer la coordination des activités de toutes les structures du MINDCAF.							

Action 02 ETUDES STRATEGIQUES, FONCTIONNEMENT ET PRODUCTION DU COMITE INTERNE PPBS

La ressource financière allouée a servi à l'élaboration des documents de stratégie et de planification.

OBJECTIF	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense							
Indicateur	Intitulé:		Documents de planification et programmation produits annuellement dans les délais				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		3.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		4.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Elaboration des: CDMT RAP DAO Cadre stratégique de performance Evaluation de la chaine des résultats PPA				100%	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	76 000 000	76 000 000	76 000 000	76 000 000	76 000 000	76 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte dominé par l'implémentation de la Gestion Axée sur les Résultats, notamment l'élaboration des documents de planification stratégiques et la budgétisation par programme suivant la loi portant Régime financier de l'Etat. De plus, le contexte macroéconomique a été dominé par un ralentissement de l'économie en général à cause de la baisse des coûts de matières premières et de la poursuite de lutte contre le terrorisme et l'afflux des réfugiés issus de cette lutte.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Elaboration du CDMT ; - Elaboration du RAP ; - Elaboration des DAO ; - Elaboration du Cadre stratégique de performance - Evaluation de la chaine des résultats - Elaboration du PPA							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La ressource financière allouée a servi à l'élaboration des documents de stratégie et de planification.							
Perspectives 2017	Il sera question en 2017, d'affiner les documents de planification stratégique du MINDCAF conformément aux normes prescrites par le Ministère en charge de la planification et de diffuser au sein du département ministériel les bonnes pratiques en matière de budgétisation par programme, de gestion axée sur les résultats.							

Action 03 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

La ressource financière allouée a servi à réaliser au contrôle de l'exécution financière du budget.

OBJECTIF	Assurer une bonne exécution financière des programmes							
Indicateur	Intitulé:		Documents budgétaires et financiers produits annuellement dans les délais				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		70.0				100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		-Suivi de l'exécution du budget					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est celui de la maitrise budgétaire à travers des dépenses utiles et une diminution du train de vie de l'Etat.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Contrôle de l'exécution financière du budget Extrant : 11 rapports de suivi de l'exécution du budget							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La ressource financière allouée a servi à réaliser au contrôle de l'exécution financière du budget.							
Perspectives 2017	- Affiner la budgétisation des projets du MINDCAF ; - Veiller au respect des principes budgétaires lors de l'exécution du budget aussi bien dans les services centraux que déconcentrés.							

Action 04 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

La dotation budgétaire prévue au cours de l'exercice sous revue (10.885.000F) a permis de payer en régularisation les dépenses liées à l'acquisition des ordinateurs suivant un marché exécuté au cours de l'exercice 2015.

OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et d'équipements adéquats							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de personnel disposant d'un poste de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0				100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		régularisation les dépenses liées à l'acquisition des ordinateurs suivant un marché exécuté au cours de l'exercice 2015					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	25 799 000	25 799 000	18 000 000	18 000 000	25 799 000	25 799 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte dominé par l'implémentation de la Gestion Axée sur les Résultats, notamment l'élaboration des documents de planification stratégiques et la budgétisation par programme suivant la loi portant Régime financier de l'Etat. De plus, le contexte macroéconomique a été dominé par un ralentissement de l'économie en général à cause de la baisse des coûts de matières premières et de la poursuite de lutte contre le terrorisme et l'afflux des réfugiés issus de cette lutte.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	RAS							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La dotation budgétaire prévue au cours de l'exercice sous revue (10.885.000F) a permis de payer en régularisation les dépenses liées à l'acquisition des ordinateurs suivant un marché exécuté au cours de l'exercice 2015.							
Perspectives 2017	La dotation des services en matériels de bureau et matériels informatiques a été reprogrammée afin de poursuivre l'amélioration des conditions de travail.							

Action 07 COORDINATION DES ACTIVITÉS DES SERVICES DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

RAS

OBJECTIF	Coordonner avec succès toutes les structures du département ministériel en fonction des missions assignées à chacune d'elles							
Indicateur	Intitulé:		Taux de coodination avec succès des structures du département ministériel en fonction des missions assignées à chacune d'elles				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0				100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Réalisation des activités de fonctionnement des structures du Secrétariat Général					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	559 000 000	559 000 000	500 900 000	500 900 000	475 595 190	475 595 190	94,95 %	94,95 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte dominé par la recherche de la performance notamment à travers la mise en œuvre de la feuille de route 2016 et à travers l'implémentation des techniques de gestion axée sur les résultats. Il était aussi dominé par une tension de trésorerie qui n'a pas permis aux services de poursuivre sereinement leurs activités.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Suivi des activités du SG Suivi des activités de la DEPC Suivi des activités de la CELTRAD Suivi des activités de la CELCOM Suivi des activités de la CELSUI Suivi des activités de la CELINFO Suivi des activités de la SDACL Suivi des activités de la DAJ Suivi des activités des services déconcentrés Renforcements des capacités des personnels à travers des formations et des stages organisations de 48 réunions de coordination							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	RAS							
Perspectives 2017	Les mêmes activités ont été reconduites							

Action 08 COORDINATION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET FINANCIÈRES

Les fonds alloués ont permis de faire les activités de suivi ci-dessus citées

OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail et de rendement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0				100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Réalisation des activités de fonctionnement des services de la Direction des Affaires générales					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 727 814 000	3 727 814 000	6 838 191 200	6 838 191 200	6 489 924 567	6 489 924 567	94,91 %	94,91 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte dominé par la recherche de la performance notamment à travers la mise en œuvre de la feuille de route 2016 et à travers l'implémentation des techniques de gestion axée sur les résultats. Il était aussi dominé par une tension de trésorerie qui n'a pas permis aux services de poursuivre sereinement leurs activités.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-suivi des activités des affaires générales et financières (rapport) -suivi des activités de la préparation du budget -suivi des activités de la commission des marchés -Suivi des activités relatives aux dépenses communes -Suivi des activités des services déconcentrés							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les fonds alloués ont permis de faire les activités de suivi ci-dessus citées							
Perspectives 2017	Coordonner les activités des structures que comporte cette action de manière optimale							

Action 09 COORDINATION DES ACTIVITÉS DU CABINET MINDCAF

la majeure partie des activités budgétisées pour la coordination des activités du cabinet a été réalisée

OBJECTIF	Coordonner et Améliorer le fonctionnement des activités du Cabinet							
Indicateur	Intitulé:		Taux de coordination et d'amélioration du fonctionnement des activités du Cabinet				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0				100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Payment of all rents for 1st and 2nd quarter 2016					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	257 500 000	257 500 000	395 700 000	395 700 000	388 472 867	388 472 867	98,17 %	98,17 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte dominé par la recherche de la performance notamment à travers la mise en œuvre de la feuille de route 2016 et à travers l'implémentation des techniques de gestion axée sur les résultats. Il était aussi dominé par une tension de trésorerie qui n'a pas permis aux services de poursuivre sereinement leurs activités.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	suivi des activités de l'inspection générale suivi des activités du service du conseiller technique suivi des activités du secrétariat technique du MINDCAF							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	la majeure partie des activités budgétisées pour la coordination des activités du cabinet a été réalisée							
Perspectives 2017	Coordonner les activités des structures que comporte cette action de manière optimale.							

Action 10 CONTROLE, AUDIT INTERNE

Bien que les fonds aient tardivement été débloqués, les activités ont été réalisées grâce à la diligence et la mobilisation du personnel destiné à la mise en œuvre.

OBJECTIF	AMELIORER LE FONCTIONNEMENT ET LA PERFORMANCE DES SERVICES							
Indicateur	Intitulé:	NOMBRE DE RAPPORT DE MISSION					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	25.0						
	Année cible:	2019						
	Valeur Cible	100.0					100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Rapport d'audits Rapport du contrôle de mise en œuvre des procédures domaniale, cadastrale et foncières.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte dominé par la recherche de la performance notamment à travers la mise en œuvre de la feuille de route 2016 et à travers l'implémentation des techniques de gestion axée sur les résultats. Il était aussi dominé par une tension de trésorerie qui n'a pas permis aux services de poursuivre sereinement leurs activités.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Audits des services déconcentrés ; Contrôle approfondi des procédures domaniale, cadastrale et foncière au sein des structures techniques.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Bien que les fonds aient tardivement été débloqués, les activités ont été réalisées grâce à la diligence et la mobilisation du personnel destiné à la mise en œuvre.							
Perspectives 2017	Poursuivre l'audit et le contrôle de la mise en œuvre des procédures domaniales, cadastrales et foncières au sein des services techniques et déconcentrés du MINDCAF en s'assurant de la mise en œuvre des directives.							

Action 11 AFFAIRES JURIDIQUES

Ces résultats ont été obtenus grâce à la forte mobilisation des juristes, des notaires qui ont contribué à la production des actes ci-dessus énumérés.

OBJECTIF	Veiller au respect des droits et règlements au sein du ministère							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de projets de textes élaborés dans les delais				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		25.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		70.0				100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		05 projets de texte produits					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est dominé par l'élaboration de la réforme foncière, la mise en œuvre de grands projets structurant qui nécessite des superficies sécurisées sur le plan juridiques.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Elaboration des textes relatifs à la réforme foncière. Les résultats suivant ont été obtenus : - Circulaire devis types de travaux de la commission de constat d'évaluation ; - décret relatif aux transactions immobilières privées ; - décret fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission consultative ; - décret fixant les normes d'établissement et d'utilisation des points du Réseau Géodésique du Cameroun ; - loi régissant le Réseau Géodésique du Cameroun.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Ces résultats ont été obtenus grâce à la forte mobilisation des juristes, des notaires qui ont contribué à la production des actes ci-dessus énumérés.							
Perspectives 2017	Poursuivre la réforme foncière ; Poursuivre l'encadre juridiques du cadastre national ainsi que l'utilisation des infrastructures techniques de base mis en place.							

Action 14 SECURISATION DES RECETTES DOMANIALES

Ces extrants ont été possible grâce au respect des délais par les entreprises qui ont réalisées les prestations relatives à la dite action.

OBJECTIF	Accroître le recouvrement des recettes domaniales, cadastrales et foncières							
Indicateur	Intitulé:		Taux de recouvrement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		75.0				100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		-15 postes de recettes informatisés -11 postes de recettes réhabilités					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	108 921 000	108 921 000	223 851 577	223 851 577	112 837 485	112 837 485	50,41 %	50,41 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les recettes domaniales, cadastrales et foncières ne sont pas maitrisées. D'où la nécessité de mettre en œuvre des activités visant à optimiser les recettes.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Informatisation des postes de recettes Réhabilitation des postes de recettes.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Ces extrants ont été possible grâce au respect des délais par les entreprises qui ont réalisées les prestations relatives à la dite action.							
Perspectives 2017	Vulgarisation du manuel de procédure Poursuite dans d'autres départements de l'informatisation et sécurisation des postes de recette							

Action 15 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

OBJECTIF	Assurer la bonne éxécution financières des programmes							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de documents budgétaire et financiers produits dans les delmais				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		1.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		4.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	700 000 000	700 000 000	0	0	0	0	0 %	0 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)								
Perspectives 2017								

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

3.2. LEÇONS APPRISES

3.3. PERSPECTIVES 2017